

ORLÉANS, le 26 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur



MONCELARD VOLAILLES (SCEA)

1 Rue Edith Piaf
45300 Dadonville

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 mai 2023 dans l'établissement :

- MONCELARD VOLAILLES (SCEA),
- implanté Ferme de Moncelard 45300 Estouy.

L'inspection a été annoncée le 21 avril 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques.

(<https://www.georisques.gouv.fr/>)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONCELARD VOLAILLES (SCEA)
- Ferme de Moncelard 45300 Estouy
- Code AIOT : 0054500163
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage intensif de volailles (dindes premium) soumis à autorisation, suivi au titre de la directive 2010/75/UE dite "IED" (meilleures techniques disponibles et niveaux de performance associés à ces techniques).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- fonctionnement du site et pratiques culturelles,
- respect des meilleures techniques disponibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
9	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Sans objet
2	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
5	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	/	Sans objet
6	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	/	Sans objet
7	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	/	Sans objet
8	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	/	Sans objet
10	MTD1 Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
11	MTD2 Effets sur l'environnement, amélioration des performances globales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
12	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
13	MTD14 Émissions atmosphériques d'NH3, stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
14	MTD23 Émissions d'NH3, production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
15	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	MTD34 Émissions atmosphériques d'NH ₃ , hébergement d'indes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier :

- du contrôle des extincteurs et des installations électriques,
- du suivi des équipements sous pression,
- du respect des délais d'enfouissement (MTD 22).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime
Constats : L'exploitant dispose d'un registre dématérialisé des effectifs des animaux (mise en place de 37 920 dindonneaux) Site d'élevage régi par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 avril 2011 pour 120 000 animaux équivalents (poulets ou dindes)
Observations : Le site est constitué de 4 bâtiments d'élevage sur terre battue, de litière en paille broyée pour 37 920 dindes premium lors de la mise en place L'exploitant déclare ne plus élever de poulets sur le site Lors de la visite, les 4 bâtiments hébergent chacun respectivement 4 808, 4 793, 4 496 et 4 451 dindes L'exploitant prend sa retraite, le site relèvera désormais de la responsabilité de madame Thariot Stéphanie, fille de l'exploitant M. Thariot Laurent s'occupe de la gestion des effluents
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel
Constats : Sans objet
Observations : L'élevage produit du fumier pailleux, stocké en bout de champ
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ----- A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre ----- Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur
Constats : Le site dispose d'une défense interne contre l'incendie : extincteurs répertoriés sur plan affiché à chaque bâtiment et qui font l'objet d'un contrôle périodique par la société SICLI Au titre de la défense extérieure, le site dispose d'un poteau incendie (60 m3h) et d'un raccordement pompier sur le forage agricole (220 m3h)
Observations : Le dernier rapport de vérification des extincteurs est à communiquer à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• par courrier électronique du 23 juin 2023, l'exploitant informe avoir contacté la société chargée de la vérification pour fixer une date d'intervention
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires</p> <p>-----</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site fait l'objet d'un contrôle des installations électriques Le dernier contrôle a eu lieu le 24 février 2022 (entreprise SOCOTEC)</p> <p>Présence de cuves de gaz relevant de la responsabilité d'Antargaz</p>
<p>Observations :</p> <p>a) L'exploitant doit justifier de la levée des non-conformités émises dans le cadre du contrôle des installations électriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> par courrier électronique du 23 juin 2023, l'exploitant informe de l'intervention prévue par la société SOCOTEC le 26 juin 2023 <p>b) L'exploitant doit transmettre copie de l'attestation de suivi au titre des équipements sous pression (cuves de gaz) :</p> <ul style="list-style-type: none"> par courrier électronique du 23 juin 2023, l'exploitant informe avoir fait la demande auprès de l'organisation de producteurs par l'intermédiaire de laquelle sont réalisés les achats de gaz
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement</p>
Constats : Les effluents sont stockés en bout de champ
Observations : Le site n'est pas soumis à une capacité minimale de stockage
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier</p> <p>Stockage au champ de fumier compact non susceptible d'écoulement FCNSE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - durée de stockage < 9 mois - interdit du 15/11 au 15/01 sauf conditions spéciales - retour sur un même emplacement ≥ 3 ans - FCNSE : sur prairie, culture implantée depuis au moins 2 mois, CIPAN bien développée ou lit de 10 cm de matériaux absorbants (exemple : paille) - fumier de volaille : couverture du tas de manière à protéger le tas des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral des jus - pour les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65% de matière sèche, le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz
<p>Constats :</p> <p>Le fumier est stocké sous hangar avant stockage au champ</p>
<p>Observations :</p> <p>Le tas stocké en bout de champ fait l'objet d'un retournement afin d'accélérer le process de maturation avant épandage</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Équilibre de la fertilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : <ul style="list-style-type: none">- la stagnation prolongée sur les sols ;- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;- une percolation rapide vers les nappes souterraines.
Constats : Le plan prévisionnel de fumure est présenté et comporte l'ensemble des informations Les dernières analyses de sol datent de mars 2023 après les premiers calculs en ouverture de bilan, avec suivi du phosphore Les quantités d'azote et le calendrier d'épandage correspondant sont définis de façon à prévenir la lixiviation
Observations : Calcul labellisé de la dose d'azote
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Dans le cadre du prochain départ à la retraite du gérant M. HARDOUIN Jean-Luc et de la reprise par Mme THARIOT Stéphanie, le plan d'épandage va faire l'objet d'une actualisation (doublement de la surface actuelle)
Observations : Actuellement, la surface agricole utile réceptrice est de 296 hectares pour une surface d'épandage de 281 hectares (distances au tiers et aux cours d'eau, aptitude des sols...)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un cahier d'épandage comportant l'ensemble des éléments</p> <p>L'exploitant ne respecte pas le délai d'enfouissement (meilleure technique disponible MTD 22) d'entre 0 et 4h comme indiqué dans le dossier de réexamen de 2019 au titre de la rubrique 3660 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement</p>
<p>Observations :</p> <p>Suivi conforme des quantités épandues par surface, notamment sur betterave et maïs</p> <p>L'épandage est réalisé par un prestataire de service au moyen d'une table d'épandage avec pesée.</p> <p>L'exploitant doit enfouir le fumier sous un délai de 12 heures et apporter le justificatif correspondant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sujet du délai préconisé par le dossier de réexamen sur la MTD22, l'exploitant informe par courrier électronique du 23 juin 2023 que le débit de chantier du prestataire étant très important, le délai d'enfouissement est d'au plus 24h
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : MTD1 Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en oeuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants : a) organisation et responsabilité, b) formation, sensibilisation et compétence, i) respect de la législation sur l'environnement.
Constats : Le site d'élevage de volailles fait partie intégrante de la ferme de Monceville en démarche HVE haute qualité environnementale avec notamment management et formation en interne sur les aspects de biosécurité et environnementaux
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Localisation appropriée de l'unité/l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduire les transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage) - maintenir une distance adéquate par rapport aux zones <p>Eduquer et former le personnel, en particulier dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs - transport et épandage des effluents d'élevage <p>Elaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau Il peut notamment s'agir d'un plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents</p> <p>Contrôle, réparation et entretien régulier des structures et des équipements tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fosses à lisier pour détecter tout signe de dégradation, de détérioration ou de fuite - les pompes à lisier, les mélangeurs, les séparateurs <p>Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités d'élevage sont conformes à la MTD 2</p> <p>Equarrissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cadavres stockés en chambre froide à température dirigée, jusqu'à enlèvement des volailles par la société d'équarrissage (entreprise ATEMAX) • bons dématérialisés présentés , le dernier portant sur 800 kilogrammes en date du 8 mai 2023
<p>Observations :</p> <p>Élevage hors sol, en intégration</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles</p> <p>Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production</p> <p>Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes</p> <p>Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété</p>
<p>Constats :</p> <p>Élevage en intégration</p> <p>Les animaux disposent d'une alimentation multiphase et adaptée suivant leur âge (du démarrage à la finition)</p>
<p>Observations :</p> <p>Des additifs sont ajoutés à l'eau de boisson (peroxyde d'hydrogène et équivalent acidose)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : MTD14 Émissions atmosphériques d'NH₃, stockage des effluents solides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 14
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides</p> <p>Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides</p> <p>Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage au champ des fumiers est temporaire, soit avant le début du chantier d'épandage</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 23
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage
Constats : Conforme
Observations : Déclaration GERE 2022 effectuée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 24
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux Estimation, au moyen d'une analyse, des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total
Constats : Réalisation du bilan réel simplifié dans le cadre de la déclaration GERE 2022
Observations : Analyse d'effluent réalisée (pour azote et phosphore)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : MTD34 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement dindes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 34
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ventilation statique ou dynamique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde)
Constats : Bâtiments 1 et 2 de type Leonard Bâtiment 3 en ventilation statique haute Bâtiment 4 de type Colorado Brumisation sur les quatre bâtiments
Observations : Groupe électrogène sur site, permettant de s'assurer en permanence de la ventilation dynamique Systèmes d'abreuvement : pipettes Origine de l'abreuvement : forage dont le volume déclaré comme prélevé par l'exploitant le jour de l'inspection à hauteur de 2 000, voire 2 200 m ³ pour 1 800 m ³ mentionnés à l'arrêté préfectoral d'autorisation ICPE : <ul style="list-style-type: none">• le relevé annuel de consommation détaillée est à communiquer à l'inspection des installations classées,• par courrier électronique du 23 juin 2023, l'exploitant informe avoir relevé directement la consommation pour un volume de 1 900 m³ et dont il va transmettre le justificatif
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet